

Bulletin d'histoire politique

Défendre l'histoire « nationale »

Éric Bédard



Volume 22, Number 3, Spring–Summer 2014

Le débat sur l'enseignement de l'histoire

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1024153ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1024153ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bédard, É. (2014). Défendre l'histoire « nationale ». *Bulletin d'histoire politique*, 22(3), 158–164. <https://doi.org/10.7202/1024153ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2014

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Défendre l'histoire « nationale »

ÉRIC BÉDARD

Historien et professeur à la TÉLUQ

Le présent gouvernement du Parti québécois n'a jamais caché ses intentions de revoir l'enseignement de l'histoire¹. Dans son programme adopté lors du congrès de 2011, on pouvait lire qu'une fois élu, un gouvernement du PQ reverrait « le programme d'enseignement de l'histoire dès le primaire, aux 1^{er} et 2^e cycles du secondaire, en privilégiant la connaissance des événements politiques de l'histoire nationale du Québec² ». Dans la plate-forme électorale présentée en 2012, le PQ récidivait en annonçant son intention de « renforcer l'enseignement et la recherche de l'histoire à tous les niveaux, de l'école primaire à l'université, en privilégiant la connaissance de l'histoire nationale du Québec et de ses institutions³ ». Une fois élu, le gouvernement a tenu le cap. Prononcé le 31 octobre 2012, le discours inaugural de la Première ministre réitérait l'engagement pris durant la campagne : « La culture et l'identité québécoises, déclarait-elle, prennent leur source dans notre histoire, une facette de notre identité qui n'est pas suffisamment valorisée. Il est plus que temps de renforcer l'enseignement de notre histoire et c'est ce que nous ferons graduellement, du primaire jusqu'aux chaires de recherche dans les universités ».

Réparer le fiasco de 2006

On le voit, donc, l'engagement du Parti québécois de redonner une plus grande place à l'histoire « nationale » du Québec n'est pas tombé du ciel ! Celles et ceux qui craignent « une instrumentalisation de l'histoire enseignée à des fins purement politiques et partisans⁴ » oublient de situer cette intention dans son contexte. Nous avons souvent la mémoire courte au Québec, malgré notre devise nationale. Dans la foulée de la grande réforme scolaire qui avait débuté au début du millénaire, on découvrait, en avril 2006, l'esprit du nouveau programme d'histoire au secondaire. De l'avis même de ceux qui l'avaient inspiré – je pense notamment au didacticien Jean-François Cardin ou à l'historien Jocelyn Létourneau –, celui-ci

se voulait plus «rassembleur», moins «misérabiliste⁵». Il s'agissait de faire l'histoire des grands processus de la modernité au Québec: le développement des libertés et de la démocratie, l'avènement de l'État-providence, la lutte des ouvriers, des femmes et des minorités ethniques, etc. Dans ce nouveau programme, la Conquête était assimilée à un changement de régime qui annonçait les bienfaites libertés britanniques; la Révolution industrielle passait sous silence l'infériorité économique des Canadiens français; la Révolution tranquille était surtout présentée comme l'avènement de l'État-providence, non comme le moment clef d'une reconquête économique et politique par la majorité francophone. Quant à des événements aussi anodins que l'Acte de Québec, la Confédération, les conscriptions, le rapatriement de 1982, ils étaient à peine évoqués ou carrément absents. Le sujet de cette histoire était la Modernité, non le Québec. Une Modernité défendue par de valeureux combattants, freinée par de dangereux réactionnaires⁶.

Il était bien sûr souhaitable d'expliquer l'importance des grands phénomènes sociaux, légitime de présenter la lutte des «exclus» de l'historiographie traditionnelle, impératif de faire une place à l'histoire des femmes. Mais il fallait rendre compte aussi, en même temps, du destin particulier d'un peuple qui, très tôt, fut confronté à la possibilité de sa disparition. Cette histoire singulière, qui donne une certaine unité à notre parcours historique, elle s'incarne dans la trame des grands événements politiques. C'est que le Québec est à la fois une société globale marquée par les grands processus de la modernité industrielle et libérale et une nation unique qui aurait bien pu ne jamais exister. Mosaïque d'individus qui défendent leurs droits, de minorités ethno-religieuses qui luttent pour être reconnues, de mouvements sociaux qui rêvent d'une place au soleil, le peuple québécois est aussi une communauté de destin et de mémoire qui a vécu les humiliations du déclassé matériel, défendu le «butin» de son État «provincial», envisagé de conquérir sa liberté politique. S'il est évidemment indispensable de retracer la trame sociale de l'histoire québécoise, sa trame nationale est toute aussi primordiale. Le social et le national sont les deux faces d'une même médaille et offrent des perspectives complémentaires d'un même «objet». C'est donc pour rééquilibrer les choses que le Parti québécois s'est engagé à revoir le programme d'enseignement de l'histoire au secondaire.

L'histoire, ce sont bien sûr des connaissances qui nous permettent de comprendre le présent. Celles-ci éclairent le fonctionnement de nos institutions, les choix de nos prédécesseurs, les luttes des uns et des autres. Grâce à l'histoire, nous comprenons mieux comment notre société en est arrivée là. En donnant du champ à notre compréhension du monde, elle relativise les malheurs du présent et peut nous aider à traverser les périodes plus sombres. Mais l'histoire est aussi liée à l'identité. Grâce à l'histoire, nous

savons mieux qui nous sommes. Éduquer à la citoyenneté, n'est-ce pas surtout présenter le récit des origines? N'est-ce pas découvrir à quelle aventure collective on participe? Or dans notre cas, cette aventure a été bien incertaine. Ce qui nous distingue des autres, ce n'est pas la modernité que nous partageons avec tous les peuples d'Occident, mais cet héritage culturel fragile, conservé puis développé par nos devanciers. La grande majorité des Québécois n'auront que leurs cours du secondaire pour comprendre cela. Après, ils seront libres de choisir ce qu'ils font de cet héritage. Mais au moins ils sauront qui ils sont et d'où ils viennent. Ils seront des êtres humains plus complets, plus conscients d'eux-mêmes.

Cafouillage

Dans l'opérationnalisation de cette réforme de l'enseignement de l'histoire, deux erreurs commises par la nouvelle ministre de l'Éducation Marie Malavoy ont exposé l'intention louable du gouvernement à des critiques malveillantes. Dans un entretien accordé aux médias de la chaîne Gesca, lors duquel elle annonça en vrac ses intentions en tant que nouvelle ministre, il était question de réduire le nombre d'heures consacrées à l'anglais et de parler davantage de souveraineté à l'école⁷. L'opposition libérale et caquiste eut évidemment beau jeu de crier à l'instrumentalisation de l'histoire et d'assimiler le projet gouvernemental à un détournement de l'école à des fins partisans. Cette sortie maladroite et apparemment improvisée de la ministre jeta un lourd discrédit sur toute l'opération. La seconde erreur fut de laisser le Ministère constituer, dans le plus grand secret, un comité d'historiens qui allait évaluer la pertinence d'une réforme des programmes d'histoire. Dans les faits, on demandait aux personnes qui étaient à l'origine du fiasco de 2006 de se pencher sur les intentions gouvernementales. Parmi les membres de ce comité, on retrouvait notamment l'historien Jocelyn Létourneau pour qui le Québec n'est pas une nation⁸ et qui, de livre en livre, répète que pour « passer à l'avenir », les Québécois devraient se libérer de cette trame d'événements politiques que le gouvernement entendait justement faire redécouvrir. Beau dialogue de sourds en perspective!

Alerté par cette dérive, le cabinet de la ministre Malavoy fit marche arrière. Ces hésitations et ce cafouillage filtrèrent dans *Le Devoir* qui réduisit ces discussions à des querelles de chapelles. Dans son éditorial du 7 mars 2013, Josée Boileau écrit:

La ministre Malavoy devrait prendre garde de ne pas être avalée par un camp dans ce débat traversé d'antagonismes personnels, de jugements ex cathedra et d'arrière-fond partisan. Il lui faut insister pour que soit réuni autour de la table un aréopage d'intervenants, comme telle était au départ son intention. Si ceux-ci ne peuvent pas se parler, qu'on les chasse tous et qu'on en trouve d'autres!

Dans un entretien accordé au *Devoir*, Yvan Lamonde, avec une certaine hauteur, qualifiait ces débats de « ridicules⁹ ». L'historien venait ainsi cautionner la ligne éditoriale du journal fondé par Henri Bourassa qui réduisait ces discussions de fonds à une vulgaire querelle d'ego.

Peur du politique

Cette mauvaise presse et ces critiques malveillantes sont à mon avis le symptôme de phénomènes plus profonds qui renvoient à notre culture politique. Le plus souvent, les désaccords de principes sur ce sujet explosif sont ravalés à des « querelles », à des « polémiques », à des « bisbilles » ! Tout se passe comme si nous avions une peur bleue du conflit. La Coalition pour l'histoire, pointée du doigt comme le vilain de cette « histoire », a été formée par des gens de bonne foi, tous bénévoles, qui souhaitaient proposer un argumentaire clair et cohérent en faveur d'un renforcement de l'histoire « nationale » du Québec à tous les niveaux d'enseignement. Au cours des dernières années, celle-ci a réalisé des études, commandé des sondages, sollicité des personnalités, tenté de convaincre tous les partis de la justesse de ses idées¹⁰. Il est très facile de pester contre « le Ministère » assis confortablement dans son salon. Facile aussi de jouer au grand penseur au-dessus de la mêlée. Mais il vient parfois un moment où il faut se commettre et prendre position. Les programmes en éducation doivent être matière à débats. Ils ne doivent surtout pas devenir la chasse gardée de quelques « experts » autoproclamés¹¹ ! Lorsque les énoncés ou l'esprit d'un programme heurtent nos convictions les plus profondes, c'est notre devoir de « citoyen » de proposer des changements, en tout respect pour celles et ceux qui ne pensent pas comme nous. En bout de ligne, c'est au pouvoir politique de trancher. Nos grands esprits libéraux insistent souvent sur l'importance de la « délibération ». Or la délibération suppose des antagonismes de principes. Partout, l'enseignement de l'histoire est un sujet sensible, souvent émotif. Partout, les intellectuels, les historiens débattent de ces questions.

Cette controverse témoigne également d'un discrédit de l'idée nationale, et plus largement, d'un rapport trouble au politique. Cette histoire dite « citoyenne » proposée en 2006 était très emblématique du soupçon qui pèse sur l'idée nationale en Occident depuis les années 1960 et au Québec depuis le référendum de 1995. La « dénationalisation » du souverainisme officiel (jusqu'en 2008), cette mauvaise conscience de nos élites intellectuelles et académiques qui déboucha sur l'association insidieuse de l'idée nationale au passéisme, à l'intolérance, à la discrimination explique en grande partie le programme « javellisé » de 2006, bien davantage que quelque complot fédéraliste¹². Mais ne sous-estimons pas non plus ce lourd contentieux que les Québécois entretiennent avec la politique,

depuis longtemps. Cette hantise du conflit et de la division a une longue histoire¹³. Dans le programme de 2006, on a surtout évité de présenter et d'expliquer nos grands conflits politiques parce qu'on craignait que ceux-ci ne nous divisent à nouveau. Cela dit, pourrait-on imaginer un programme d'enseignement français qui évoquerait à peine la Révolution de 1789 ou le régime de Vichy? Des programmes américains qui effleuraient la guerre civile ou la désastreuse aventure au Viêt-Nam? De jeunes Allemands qui, une fois leur cours secondaire terminé, auraient à peine étudié les origines de la Grande Guerre ou l'avènement du III^e Reich? Des Israéliens de 17 ans qui ignoreraient à peu près tout de la Guerre des Six Jours? Dans tous ces pays, l'histoire est un champ de bataille. Mais on est arrivé, non sans difficultés, à s'entendre sur une base factuelle minimale. Au Québec, il faut également nous faire confiance et viser la même chose plutôt que de tout mettre sous le tapis.

Histoire nationale ou « nationaliste » ?

La critique la plus fréquente adressée à la Coalition pour l'histoire et à mon rapport *L'histoire nationale négligée*¹⁴ est le plus souvent idéologique. L'histoire « nationale » que nous souhaiterions revaloriser serait au fond bêtement « nationaliste ». L'intention véritable derrière les changements proposés, selon l'historienne Denyse Baillargeon, serait d'« embrigader l'histoire » au service d'une Cause et de « redynamiser l'appui populaire à la cause souverainiste¹⁵ ». Même son de cloche chez le didacticien Jean-François Cardin selon qui toute cette opération serait le fait d'un « quarteron d'historiens nationalistes, peu nombreux, mais fichtrement bien organisés » et dont l'intention est « de faire peur au monde sur le plan identitaire » en vue de « revenir aux programmes du bon vieux temps¹⁶ ».

L'argument de Denyse Baillargeon est bien connu. L'histoire politique, soutient-elle, loin d'être disparue, se serait transformée grâce à l'apport des recherches en histoire économique, sociale et culturelle. Ce champ de l'histoire ne se serait donc pas éclipsé, il se serait plutôt mué en autre chose. Je reçois cet argument avec ouverture puisque j'ai moi-même publié, avec *Les Réformistes*¹⁷, une histoire non-événementielle du politique qui tentait d'offrir une perspective globale sur une époque. Je suis d'accord pour dire que la politique est partout, dans la gestion de la marginalité ou des égouts montréalais autant que dans la médicalisation de la maternité. S'il est question d'histoire « nationale », c'est justement pour être plus précis. Ce qui fait défaut, dans les programmes d'histoire au secondaire autant que dans les grands départements d'histoire, c'est l'histoire politique du fait national canadien et québécois, c'est l'étude des grands événements et des grands personnages qui ont marqué notre histoire « nationale ». On constate en effet que ce champ est en friche dans nos lieux de

recherche. Alors que nous soulignons chaque année la Journée « nationale » des Patriotes, nous ne disposons d'aucun vrai spécialiste de ces événements dans l'un de nos départements francophones. Il en va de même pour la Guerre de Sept Ans ou pour l'histoire constitutionnelle du Québec et du Canada. Je rêve qu'un universitaire québécois produise une grande biographie comme celle de David Hackett Fisher consacrée à Champlain ou une nouvelle synthèse sur la Guerre de Sept Ans comparable à celle produite par Fred Anderson. Pour publier de telles œuvres, il faut un environnement de recherche, des séminaires plus spécialisés et des étudiants gradués. S'il y a de la place pour un mémoire sur le « Festival de cochon de Sainte-Perpétue » ou la polysémie du « nain de Jardin » sur internet, il devrait y en avoir aussi pour des travaux qui porteraient sur l'Acte de Québec ou Honoré Mercier ! Il est absolument scandaleux que Frédéric Bastien n'ait reçu aucune subvention pour compléter sa grande recherche sur le rapatriement constitutionnel¹⁸. Que, dans un tel contexte de fermeture, l'État québécois souhaite soutenir une historiographie politique plus traditionnelle, encore très appréciée du grand public, me semble non seulement légitime, mais nécessaire. La liberté académique est un acquis indispensable et doit être protégée à tout prix. Chaque chercheur doit pouvoir se pencher sur les sujets de son choix. S'il importe de respecter les adeptes de l'histoire sociale et culturelle, il faudrait aussi respecter celles et ceux qui sont restés attachés à une histoire politique plus traditionnelle, ne serait-ce que pour offrir aux étudiants une variété d'approches et de champs d'intérêt. Tel est le prix de la vraie « diversité ».

Cette histoire « nationale » est-elle forcément « nationaliste » ? Elle peut l'être, évidemment, si le chercheur arrondit trop les coins. Je suis cependant convaincu que l'histoire nationale n'est pas plus « nationaliste » que l'histoire sociale n'est « socialiste » ! C'est un angle d'approche, une autre façon d'aborder notre passé. Il est par ailleurs possible, je crois, d'allier engagement intellectuel et rigueur scientifique. La recherche en histoire des femmes a souvent été le lot d'historiennes qui se disaient ouvertement « féministes ». Même si ces historiennes étaient des militantes déclarées, leurs travaux ont fait énormément progresser nos connaissances. On peut aussi dire la même chose de l'histoire sociale qui a souvent été développée par des chercheurs qui avaient une sensibilité de gauche, voire d'extrême gauche. Leurs travaux ont été tout aussi importants. Pourquoi cela serait-il différent pour les « nationalistes » ? Pourquoi les historiens du fait national devraient-ils être plus objectifs que les historiennes des femmes et de la classe ouvrière ? Faudrait-il arrêter de lire Fernand Ouellet parce qu'il était proche de *Cité libre* ? Ne plus s'intéresser à l'œuvre de Marcel Trudel parce qu'il a été l'un des fondateurs du Mouvement laïc de langue française ? La connaissance pure, et totalement désintéressée, est plutôt rare. Les gens qui passent des années à faire des thèses et à écrire des livres

d'histoire sont souvent animés par des motivations très profondes et personnelles qui mobilisent tout leur être. Dans la mesure où l'on reste rigoureux dans nos démonstrations et respectueux des méthodes, l'engagement du chercheur ne devrait effaroucher personne.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. À l'origine de ce texte, une entrevue accordée à Mathieu Bock-Côté sur son blogue du *Journal de Montréal*, et mise en ligne le 10 mars 2013 sous le titre «Enseignement de l'histoire : où est le problème?».
2. *Agir en toute liberté*, Programme du Parti québécois, 2011, p. 34.
3. *L'avenir est entre vos mains*, Plate-forme électorale du Parti québécois, 2012, p. 13.
4. Lise Proulx, Pierre Beaudoin, Daniel Rouillard, Sylvain Decelles, «Pour un enseignement de l'histoire au service de la pensée critique», *Le Devoir*, 7 mars 2013.
5. Antoine Robitaille, «Cours d'histoire épurés au secondaire», *Le Devoir*, 27 avril 2006.
6. Je reprends ici mes critiques formulées dans «Passé dénationalisé, avenir incertain», *Recours aux sources. Essais sur notre rapport au passé*, Montréal, Boréal, 2011, p. 37-46.
7. Annie Mathieu, «Marie Malavoy : moins d'anglais, plus d'histoire», *Le Soleil*, 11 octobre 2012.
8. Jocelyn Létourneau, «Y a-t-il une «nation québécoise»? Est-il impératif qu'elle advienne?», *Argument*, vol. 5, n° 1, automne 2002-hiver 2003.
9. Lisa-Marie Gervais, «Enseignement. Le quoi et le comment d'une histoire», *Le Devoir*, 9 mars 2013.
10. Pour en savoir plus sur la Coalition, voir son site : www.coalitionhistoire.org.
11. Éric Bédard, «Note au (futur) ministre de l'Éducation», dans Robert Comeau et Josiane Lavallée (dir.), *Contre la réforme pédagogique*, Montréal, VLB éditeur, 2008, p. 113-126.
12. Mathieu Bock-Côté, *La Dénationalisation tranquille*, Montréal, Boréal, 2007; Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois*, Montréal, VLB éditeur, 2002; Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Montréal, Québec-Amérique, 2002.
13. Ralph Heintzman, «The Political Culture of Quebec, 1840-1960», *Revue canadienne de science politique*, vol. 16, n° 1, 1983, p. 3-59.
14. Commandé par la Fondation Lionel-Groulx, publié avec la collaboration de Myriam D'Arcy en octobre 2011.
15. Denyse Baillargeon, «Le soi-disant déclin de l'histoire nationale au Québec», *Le Devoir*, 14 octobre 2011. La même critique a été formulée par Christian LaVigne et Michèle Dagenais, «Enseignement de l'histoire - La vraie nature d'un mouvement d'opposition...», *Le Devoir*, 5 mars 2012.
16. Jean-François Cardin, «De la supposée «dénationalisation» des programmes d'histoire», *Le Devoir*, 11 mars 2013.
17. Boréal, 2009.
18. Frédéric Bastien, «Postface», *La bataille de Londres. Dessous, secrets et coulisses du rapatriement constitutionnel*, Montréal, Boréal, 2013, p. 451-458.